

Etats-Unis , Israël : les armes de l'influence.

Dans le théâtre d'ombre des négociations-dicussions-rencontres quant à la situation en Palestine, il est évident que les Etats-Unis jouent une partie ambiguë, se présentant d'un coté comme un négociateur cherchant un compromis, voire un médiateur, alors qu'ils sont d'autre part attachés à une alliance stratégique avec l'une des deux parties. On peut constater qu'ils n'ont jamais utilisé leur capacité d'influence pour faire aboutir réellement un accord qui crée les conditions de la paix. Pourtant, leur capacité à une réalité matérielle, spécialement fondée sur l'importance des apports américains en ce qui concerne la défense israélienne, son industrie d'armement et ses programmes comme le montrent un certain nombre d'évènements récents : en mars 2000, Israël a déployé sa première batterie Arrow de missiles antimissiles balistiques. Lancé en 1988, ce programme devrait coûter d'ici 2010 environ 2.2 milliards de dollars dont le financement est assuré à 75% par les Etats-Unis. De plus les développements à venir nécessitent pour l'industrie israélienne de trouver des partenaires américains (Boeing, Lockheed Martin ou Raytheon) pour commercialiser l'Arrow et en réduire le coût.¹ En juin, c'est Boeing qui a signé un contrat pour livrer à Israël pour 8,2 milliards de dollars de systèmes de guidage pour les munitions (J-DAM) des avions F-16 israéliens.² Israël a d'autres projets d'acquisitions, encore plus ambitieux, auprès des fournisseurs américains et compte acquérir 50 avions F-22 d'ici 2007, dans un programme décennal d'équipement de 30 milliards de dollars qui comprend aussi trois nouveaux types de missiles à longue portée et deux sortes de drones antimissiles.³ Ces fournitures ne se font pas sans une aide substantielle des Etats-Unis : c'est ainsi qu'Israël a reçu en 1999 pour 1.92 milliards de dollars d'aide militaire américaine et 840 millions de dollars d'aide économique (servant principalement au remboursement de la dette militaire)⁴ et, en début d'année 2000, les discussions Israéliennes sur un

¹ Air & Cosmos 24 mars 2000

² Les échos, 5 juin 2000

³ Air & Cosmos 21 avril 2000

⁴ Air & Cosmos 21 avril 2000

éventuel retrait du Golan s'était accompagnée de demandes aux Etats-Unis pour un ensemble de pas moins de 17 milliards de dollars d'aide militaire.⁵

Cette place centrale des Etats-Unis dans la capacité militaire d'Israël leur donne bien sûr les moyens d'orienter à leur guise certains choix stratégiques israéliens : on avait rappelé⁶ que, dans le contexte de course aux marchés d'aéronautique et de défense entre les Etats-Unis et les pays européens, la compagnie publique israélienne El Al avait dû en 1999, sous la pression ouverte de Madeleine Albright, renoncer à acquérir trois avions airbus pour se rabattre sur des Boeing. L'enjeu trois appareils) était pourtant loin d'être décisif quant aux courants d'échanges aéronautiques, mais il était clairement investi par les Etats-Unis d'une forte valeur symbolique. La capacité d'influence des Etats-Unis quant il s'agit de matériels stratégiques est tout aussi décisive : c'est ainsi que l'éventualité d'une vente du système antimissile Arrow à la Turquie (de préférence au système américain Patriot)⁷ est soumise au droit de regard dont dispose Washington sur les ventes de ce matériel qui n'a pour le moment donné un accord de principe que pour des transferts à destination de la Grande-Bretagne ou du Japon.⁸ Des problèmes du même ordre se posent avec la coopération entre la société israélienne Rafael et le groupe américain Lockheed Martin sur le missile Python 4 . Cette coopération n'est pas facile à éluder pour la partie israélienne puisqu'elle sert de compensation pour une partie de l'aide militaire américaine, mais ce programme est à la base des travaux israéliens pour développer une famille d'engins à moyenne portée qui pourrait être réalisée conjointement avec l'Afrique du sud et éviterait à Israël d'acheter des missiles Amraam. Et surtout, ce programme pourrait permettre de développer une famille d'intercepteurs de missiles balistiques, indépendant des fournitures américaines, autonomie éventuelle qui n'est pas vue d'un bon œil outre-atlantique⁹ et qui divise la classe dirigeante israélienne.

C'est que, cette année 2000, les pressions américaines ont été dirimantes sur un contrat majeur : Israël avait signé avec la Chine un contrat pour la fourniture de quatre avions

⁵ Center for defense information, Volume 4, Issue #6, 10 février 2000 [www.cdi.org]

⁶ voir "la stratégie oblique de l'industrie américaine d'armement" le débat stratégique, N°51 août 2000

⁷ TTU 6 avril 2000

⁸ Air & Cosmos 24 mars 2000

⁹ Air & Cosmos 7 avril 2000

radars (des Illiouchyne 76 équipés par IAI de moyens de surveillance électronique modernes).. Pour ce contrat de 2 milliards de dollars, vital pour l'industrie aéronautique israélienne, la chine avait déjà versé un acompte de 250 millions, mais il s'est heurté à une opposition tenace des Etats-Unis, William Cohen déclarant en avril aux dirigeants israéliens : "les Etats-Unis n'entendent pas appuyer la vente à la chine d'une telle technologie parce qu'elle menace la stabilité de la région et entretient la course aux armements entre Taïwan et pékin"¹⁰, opposition renforcée par la menace du responsable de la sous-commission des opérations d'aide internationale au congrès, Sony Callahan, de soustraire le montant du contrat de l'aide américaine. Dans un premier temps, les dirigeants israéliens ont tenté de passer outre et le ministre des affaires étrangères, David Lévy, avait déclaré : "nos amis américains doivent comprendre que nous avons nos intérêts à défendre".¹¹ Mais, malgré l'importance de l'enjeu pour IAI, en juillet, Ehoud Barak était obligé d'écrire aux autorités chinoises pour expliquer qu'il ne pouvait honorer sa signature « à cause des efforts menés conjointement avec les États-Unis pour parvenir à un accord historique qui préserve ses intérêts vitaux ». ¹²

Ce que les États-Unis peuvent faire pour des contrats d'armements jugés par eux essentiels, ils pourraient le faire pour le processus de paix incluant le droit des palestiniens à leur Etat. Encore faudrait-il pour cela qu'ils jugent qu'un tel processus est essentiel, de leur point de vue. Ce qui n'est manifestement pas le cas.

Jean-Paul HEBERT

¹⁰ Le Monde 5 avril 2000

¹¹ La tribune, 14 avril 2000

¹² le monde 14 juillet 2000